

- conservatrice de l'hon G. S. Harrington par les libéraux conduits par A. L. Macdonald. 2 nov., élections générales provinciales en Colombie Britannique et défaite de l'administration conservatrice de l'hon S. F. Tolmie par les libéraux conduits par T. D. Patullo.
- 1934, 6 mars. Célébration du centenaire de Toronto. 19 juin, élections provinciales générales en Ontario et Saskatchewan; les conservateurs d'Ontario conduits par l'hon. G. S. Henry sont défaits par les libéraux sous M. F. Hepburn; les conservateurs de la Saskatchewan conduits par l'hon. J. T. M. Anderson sont défaits par les libéraux sous J. G. Gardiner. 15 juillet, Trois-Rivières commence la célébration de son tricentenaire. Août, célébration à Gaspé du quatrième centenaire du premier débarquement de Jacques Cartier au Canada.
- 1935, 11 mars. La Banque du Canada commence ses opérations. 6 mai, célébrations dans l'Empire du vingt-cinquième anniversaire de l'accession au trône du roi George V. 16 juin, Sir Francis Floud, K.C.B., succède à sir Wm. H. Clark comme Haut Commissaire anglais au Canada. 27 juin, élections provinciales générales au Nouveau-Brunswick et défaite de l'administration conservatrice de l'hon. L. P. D. Tilley par les libéraux conduits par A. A. Dysart. 23 juillet, élections provinciales générales dans l'Île du Prince-Edouard et défaite de l'administration conservatrice de l'hon. W. J. MacMillan par les libéraux conduits par W. M. Lea. 22 août, élections provinciales générales en Alberta et défaite de l'administration des Fermiers-Unis de l'hon. R. G. Reid par le parti du Crédit Social conduit par W. Aberhart. 15 sept., conférence des statisticiens du Commonwealth Britannique à Ottawa. 2 oct., début des hostilités entre l'Italie et l'Éthiopie. 2 nov. Lord Tweedsmuir devient Gouverneur Général du Canada. 15 nov., le Canada par un ordre en conseil supporte la Société des Nations dans l'application de certaines sanctions économiques contre l'Italie. 25 nov., élections provinciales générales de Québec; le gouvernement libéral de L. A. Taschereau est maintenu. 9 déc., conférence
- entre le Dominion et les provinces à Ottawa; conférence sur la limitation navale à Londres.
- 1936, 20 jan. Mort de S. M. le roi George V et accession au trône de S. M. le roi Edouard VIII. 8 mars, les armées allemandes réoccupent la Rhénanie en violation directe du traité de Versailles. 5 mai, fin des hostilités entre l'Italie et l'Éthiopie, occupation d'Addis-Abéba. 1er juin recensement quinquennal des provinces des Prairies; premier voyage du *Queen Mary* à New York. 10 juin, démission du premier ministre Taschereau de Québec; l'hon. A. Godbout lui succède. 1er juillet-7 septembre, fêtes du cinquantenaire de la ville de Vancouver et du Pacifique Canadien; 15 juillet, abrogation des sanctions contre l'Italie; 26 juillet, dévoilement en France, du monument de Vimy par Sa Majesté le roi Edouard VIII; 30 juillet, visite du président Roosevelt à lord Tweedsmuir, à la citadelle de Québec; première visite officielle d'un président des États-Unis à un Gouverneur Général du Canada; 27 juillet, élections provinciales au Manitoba; le gouvernement libéral-progressiste de l'hon. J. Bracken, maintenu au pouvoir avec une majorité absolue; 15 août, élections provinciales dans le Québec; l'administration libérale de l'hon. A. Godbout est renversée par le parti de l'Union Nationale, dont le chef est M. M. Duplessis; 26 septembre, la France dévalue son numéraire, marquant la rupture du bloc de l'or et conduisant à un accord entre le sterling et le dollar; 21 septembre au 10 octobre, dix-septième assemblée de la Société des Nations, à Genève; le premier ministre King et une délégation du Canada y assistent; 12 octobre, la Grande-Bretagne, les États-Unis et la France s'entendent pour coopérer à la protection des échanges; le commerce individuel de l'or est interdit; 11 décembre, abdication de S. M. le roi Edouard VIII et accession au trône, de S. M. le roi George VI.
- 1937, 28 janvier. Décision du Conseil Privé déclarant inconstitutionnelles certaines lois de l'administration précédente, sur l'assurance-chômage, les heures de travail, le salaire minimum et l'organisation du marché.